

**Atlantic Metropolis Centre ~ Working Paper Series
Centre Métropolis Atlantique ~ Série de documents de recherche**

**GESTION D'UNE NOUVELLE DIVERSITÉ SUR UN PETIT CAMPUS CANADIEN : LE CAS
DE L'UNIVERSITÉ DE MONCTON**

MATHIEU WADE, CHEDLY BELKHODJA

Université de Moncton

2010

**Working Paper No. 27-2010
Série de documents de recherche No.27-2010**



Centre Métropolis Atlantique
Atlantic Metropolis Centre

The Atlantic Metropolis Centre's Working Papers Series
Série de documents de recherche du Centre Métropolis Atlantique

The views expressed in this paper are those of the author(s) and do not necessarily reflect the view of the Atlantic Metropolis Centre or its funders.

Les opinions contenues dans cet article sont celles des auteur(s) et ne sont pas nécessairement partagées par le Centre Métropolis Atlantique ou ses partenaires.

Copyright of this paper is retained by the author(s)
Copyright de cet article est maintenu par l'auteur(s)

AMC Working Papers Series / Série de documents de recherche du CMA
Attention: Robert Nathan
5670 Spring Garden Road, Suite 509
Halifax, NS B3J 1H6
E-mail / courriel: nathan.metropolis@ns.aliantzinc.ca
Website / site Web: <http://atlantic.metropolis.net/>

We are pleased to acknowledge the AMC's partner organizations:

Federal Government Partners:

Atlantic Canada Opportunities Agency, Canada Border Services Agency, Canada Economic Development for the Regions of Quebec, Canada Mortgage and Housing Corporation, Canadian Heritage, Citizenship and Immigration Canada, FedNor, Human Resources and Social Development Canada, Department of Justice Canada, Public Health Agency of Canada, Public Safety Canada, Royal Canadian Mounted Police, The Rural Secretariat, Social Sciences and Humanities Research Council, Statistics Canada

Three Lead Universities:

Saint Mary's University, Dalhousie University, and Université de Moncton.

Community Partners:

Metropolitan Immigrant Settlement Association (MISA), Multicultural Association of Nova Scotia (MANS), New Brunswick Multicultural Council, PEI Association for Newcomers, Multicultural Association for the Greater Moncton Area, Association for New Canadians (ANC) of Newfoundland, Canadian Council for Refugees (CCR), Halifax Immigrant Learning Centre (HILC), YMCA Newcomer Service.

Le CMA tient à remercier chaleureusement les partenaires suivants pour leur soutien:

Partenaires fédéraux:

Agence de promotion économique du Canada atlantique, Agence des services frontaliers du Canada, Développement économique du Canada pour les régions du Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Patrimoine Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, FedNor, Ressources humaines et Développement social Canada, Ministère de la Justice Canada, Agence de la santé publique du Canada, Sécurité Publique Canada, Gendarmerie royale du Canada, Le Secrétariat rural, Conseil de recherches en sciences humaines, Statistique Canada

Les trois universités à la direction:

Saint Mary's University, Dalhousie University et l'Université de Moncton.

Nos partenaires communautaires:

L'Association multiculturelle de Nouvelle-Écosse, Le Conseil multiculturel du Nouveau-Brunswick, L'Association multiculturelle du Grand Moncton, Association métropolitaine pour l'établissement des immigrants, PEI Association for Newcomers, L'association des nouveaux canadiens de Terre-Neuve, Conseil canadien pour les réfugiés, Halifax Immigrant Learning Centre, YMCA Newcomer service.

GESTION D'UNE NOUVELLE DIVERSITÉ SUR UN PETIT CAMPUS CANADIEN : LE CAS DE L'UNIVERSITÉ DE MONCTON

MATHIEU WADE, CHEDLY BELKHODJA

Université de Moncton

Abstract/Résumé:

L'une des caractéristiques les plus marquantes de la mondialisation est sans aucun doute l'augmentation fulgurante des migrations de personnes depuis une vingtaine d'années (Castles, 2007 ; Vertovec, 2007). La mondialisation de l'économie et de l'éducation amènent un nombre croissant d'acteurs à participer à ce qu'on pourrait appeler le « marché mondial du travail ». En effet, les travailleurs qualifiés deviennent un bien précieux dans les économies avancées des pays industrialisés où le vieillissement de la population et la dénatalité engendrent une pénurie de main d'œuvre, et à eux seuls les pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) attirent presque 90 % des migrants qualifiés (Vinokur, 2006). Or, alors même qu'ils mettent en place des mesures de sélection d'immigrants plus strictes, ces pays sont également en compétition les uns avec les autres pour attirer ces travailleurs qualifiés et ces étudiants aux cycles supérieurs. Les mesures de sélection sont donc accompagnées de politiques visant à faciliter le processus d'immigration pour ceux détenant des qualifications en demande : on pense notamment au système de points mis en place au Canada, en Australie et en Grande-Bretagne ou encore au visa H-1B aux États-Unis. Dans ce contexte d'une demande croissante pour la main d'œuvre qualifiée, il n'est pas surprenant que les étudiants internationaux soient non seulement de plus en plus nombreux, mais qu'ils soient perçus par plusieurs de ces pays comme étant des immigrants presque idéaux.

Un récent rapport de l'OCDE indique qu'il y a eu une augmentation annuelle d'étudiants internationaux de 9 % dans ses pays membres de 2000 à 2005 (OCDE, 2007). En 2004, 85 % des quelques 2,7 millions d'étudiants internationaux étaient inscrits à des universités dans la zone de l'OCDE. L'éducation est même devenu la cinquième exportation de services en importance aux États-Unis. L'importance de l'éducation dans les économies avancées peut se mesurer par le rôle toujours croissant que jouent les universités non seulement dans l'attraction de migrants, mais également dans leur intégration et leur rétention. En effet, dans la mesure où les pays de l'OCDE cherchent des travailleurs qualifiés, les étudiants internationaux détenant des diplômes de leurs universités deviennent une solution presque idéale au manque de main-d'œuvre qui les afflige. C'est ainsi que plusieurs gouvernements ont mis en place des mesures visant à faciliter le passage des étudiants internationaux au marché du travail. Les gouvernements et les universités travaillent donc de concert afin d'assurer leur compétitivité sur la scène internationale. « Les diplômés internationaux, pour avoir vécu dans le pays d'accueil, sont acclimatés à ses caractéristiques sociales et culturelles et de plus en plus d'efforts sont mis pour les attirer et les retenir » (ICMPD, 2006, p. 7).

Au moins trois facteurs peuvent expliquer cette nouvelle manière de considérer les étudiants internationaux par les gouvernements. Premièrement, en tant qu'immigrants potentiels, ils sont une solution aux problèmes de dénatalité et du vieillissement de la population, notamment à l'extérieur des grands centres urbains. Deuxièmement, les étudiants internationaux deviennent des travailleurs qualifiés et participent donc à la

compétitivité économique de leur pays d'accueil sur la scène internationale. Troisièmement, les étudiants internationaux qui obtiennent un diplôme dans le pays d'accueil peuvent plus aisément accéder au marché du travail et font de ce fait des universités des acteurs importants dans le dossier de l'immigration (Ziguras et Law, 2007).

En tant que pôle d'attraction de migrants, les universités ont à redéfinir leur rôle et leur mission au sein de la société, mais ont également à redéfinir les services qu'elles offrent aux étudiants. L'emphase que mettent les universités sur l'internationalisation de l'éducation doit s'accompagner d'une gestion effective de la diversité culturelle sur leur campus (Suter et Jandl, 2008 ; Altbach et Knight, 2007). À cette volonté d'offrir une formation internationale s'ajoute l'indéniable argument économique derrière l'attraction d'étudiants internationaux qui payent des frais de scolarité nettement supérieurs aux étudiants locaux dans plusieurs pays. La rentabilité de l'internationalisation pousse les petites universités à également tenter leur chance. Si « toutes les universités ne sont pas particulièrement internationales, toutes sont sujettes au même processus de mondialisation – en partie en tant qu'objet, victime, même, mais également en partie en tant que sujet ou agent de la mondialisation » (Scott, 1998, p. 122).

La présence de petites universités dans le marché international d'étudiants est perçue par certains comme une solution au problème de l'immigration régionale (Walton-Roberts, 2008). Le Canada et l'Australie, par exemple, ont mis sur pied des mesures incitatives afin d'encourager l'immigration hors des grands centres grâce à leur système de points. Pour toutes ces raisons, le gouvernement canadien est d'avis que sa « capacité à garder les étudiants étrangers ayant obtenu un diplôme et acquis une expérience de travail au Canada et s'étant familiarisés avec la société canadienne, [lui] permettra d'accroître [sa] compétitivité, ce qui profitera à l'ensemble du Canada » (CIC, 2008).

Dans cet article, nous explorerons ce rôle changeant de l'université dans un contexte de mobilité internationale croissante et de demande accrue d'immigration en région en nous concentrant sur le cas de l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick, au Canada. Il s'agit d'une recherche de plus grande envergure financée par le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) portant sur l'impact des universités francophones sur l'immigration en région dans quatre villes canadiennes. Nous avons procédé à une analyse des politiques fédérales, provinciales et municipales concernant les étudiants internationaux, nous avons fait des entretiens avec les responsables politiques municipaux, les administrateurs de l'université, ainsi que des groupes focus avec des étudiants internationaux.

Dans un premier temps, nous passerons en revue l'évolution des politiques concernant l'attraction et la rétention des étudiants internationaux au Canada, notamment à l'extérieur des grands centres urbains (Montréal, Toronto et Vancouver). Ensuite, nous analyserons les stratégies de recrutement mises de l'avant par l'Université de Moncton et évaluerons le taux de rétention des diplômés internationaux. Enfin, nous discuterons des défis spécifiques à la rétention des immigrants en région.

Keywords/Mots-clés: région, mobilité, université, politiques, recrutement, rétention, étudiants internationaux

LES ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX AU CANADA

Le Canada est l'une des principales destinations pour l'éducation post-secondaire au monde. En 2004-2005, il était classé sixième, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Australie et l'Allemagne. Durant cette même période, le Canada se classait troisième au monde pour le pourcentage d'étudiants internationaux dans ses universités, et troisième pour le pourcentage d'étudiants internationaux par habitant (Suter et Jandl, 2006). Il y a eu une nette progression dans ces chiffres au cours des quinze dernières années. En 1996, le Canada comptait quelques 200 000 étudiants internationaux, alors qu'en 2006, ce nombre avait plus que triplé pour atteindre 700 000 (AUCC, 2007, p.16). Il y a également eu dans cette même décennie une nette évolution en ce qui concerne le discours de Citoyenneté et immigration Canada (CIC) entourant les étudiants internationaux et ce pour plusieurs raisons :

Depuis la fin des années 90, un certain nombre de groupes ont fait pression sur le gouvernement canadien pour qu'il commence à considérer les étudiants internationaux non plus comme un simple atout culturel et académique et comme une source ponctuelle de revenu, mais comme une force de travail potentielle sur laquelle miser (CBIE, 2007, p.10)

Or cette récente croissance a été instiguée par deux principaux acteurs : CIC et les universités elles-mêmes.

CIC

Afin de comprendre non seulement le rôle que jouent les universités dans le dossier de l'immigration, mais plus généralement le rôle de l'éducation, il est fondamental de s'intéresser à l'évolution du discours du gouvernement canadien et aux politiques qui ont cherché à faire du Canada une destination attrayante et compétitive sur la scène internationale. Ce faisant, c'est la définition de ce qu'est un étudiant international qui a été repensé.

Au début des années 2000, les étudiants internationaux étaient essentiellement considérés comme une source de revenu pour les universités, un atout pour l'internationalisation des campus canadiens et des ambassadeurs pour le Canada lorsqu'ils retourneraient dans leur pays d'origine.

En 2003, l'Alberta et le Nouveau-Brunswick lancèrent un projet pilote faisant passer d'un an à deux la durée du permis de travail pouvant être décerné après l'obtention du diplôme et en 2004, le gouvernement du Nouveau-Brunswick permit aux étudiants internationaux de travailler à l'extérieur du campus afin de permettre « aux établissements d'enseignement du Canada d'être plus concurrentiels à l'échelle internationale et aux étudiants internationaux de mieux comprendre et apprécier la société canadienne » (CIC, 2004a).

En 2006, les étudiants internationaux à l'échelle du pays peuvent demander un permis de travail d'une durée de deux ans, sauf à Montréal, à Toronto et à Vancouver. Il s'agit d'une mesure visant à rendre le pays plus compétitif sur la scène internationale tout en gérant l'inégalité de la demande à l'intérieur de ses propres frontières. À ces mesures cherchant à promouvoir l'immigration régionale s'ajoutent les Programmes de candidats provinciaux, qui sont des ententes bilatérales entre le gouvernement fédéral et les provinces et qui adressent les besoins spécifiques des provinces en matière de main-d'œuvre.

En 2007, le gouvernement canadien a lancé le Programme de permis de travail postdiplôme, qui permet aux diplômés internationaux de travailler au Canada pendant trois ans sans avoir à fournir une preuve d'emploi au préalable et sans restrictions sur le type de travail.

Enfin, en 2008 la Catégorie d'expérience canadienne (CEC) a été lancée. Les diplômés internationaux ayant un an d'expérience professionnelle grâce au permis de travail postdiplôme sont désormais éligibles à la résidence permanente à l'extérieur du Québec.

D'une ressource ponctuelle et transitoire, les étudiants internationaux sont devenus une catégorie d'immigrants très fortement ciblée par le gouvernement canadien comme en témoigne l'évolution récente des politiques les concernant. Des mesures ont également été mises en place afin d'encourager les étudiants et les diplômés internationaux à s'installer à l'extérieurs des trois principales villes du pays – Montréal, Toronto et Vancouver. Il s'agit là d'un défi de taille. L'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec ont attiré 83 % de tous les étudiants internationaux du pays en 2003 (CIC, 2004b), ce qui en soit n'est pas surprenant si l'on prend en considération que ces trois provinces rassemblent 75 % de la population canadienne.

L'Université de Moncton : une petite université internationale

Les universités jouent un rôle de plus en plus important dans l'attraction d'étudiants internationaux et sont amenées à développer des stratégies qui leurs sont propres et qui répondent aux réalités qui sont les leurs. Nous avons choisi de nous concentrer sur le cas de l'Université de Moncton afin d'explorer quelles sont les motivations derrière l'internationalisation, quelles stratégies sont mises en œuvres, quels services sont offerts et quelles sont les répercussions sur l'immigration régionale.

Moncton comptait, en 2006, 126 424 habitants et fut la première ville déclarée officiellement bilingue au Canada, le tiers de sa population ayant le français comme langue maternelle. C'est aussi la région métropolitaine ayant connu la plus forte croissance démographique à l'Est de Toronto de 2001 à 2006 (Statistiques Canada, 2006a). Or bien que sa croissance ait été supérieure à la moyenne nationale durant cette période, elle était essentiellement due à une migration intra-provinciale. Les immigrants représentent 3,66 % de la population du Nouveau-Brunswick et 3,42 % de la population de Moncton, des taux bien inférieurs à la moyenne nationale qui est de 19,8 %. Néanmoins, la région a connu une certaine augmentation du nombre d'immigrants au cours de la dernière décennie. En 1997, Moncton accueillit 84 immigrants et dix ans plus tard, en 2007, ce chiffre était passé à 262 (Belkhodja, 2009). Au tableau 1, nous voyons comment l'Université de Moncton a potentiellement joué un rôle dans cette récente progression.

Tableau 1. Immigrants et étudiants internationaux par habitant

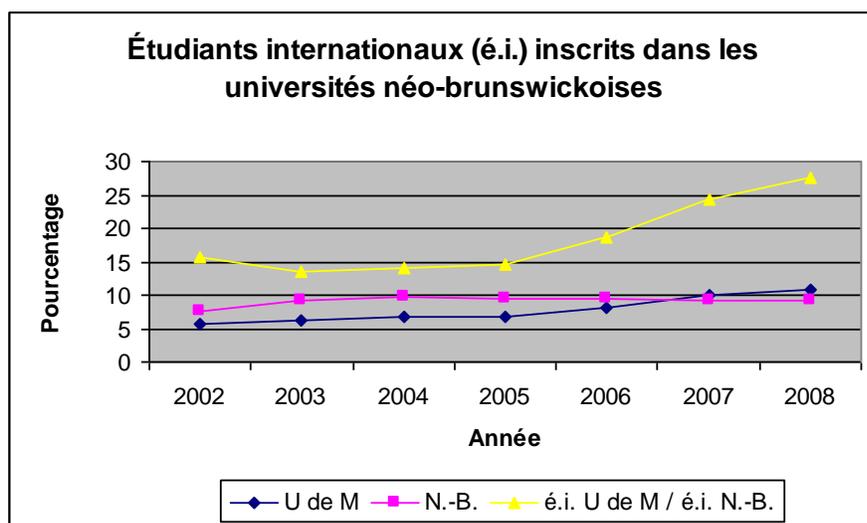
Territoire	Immigrants (%)	Étudiants internationaux (%)	ÉI / Immigrants (%)
Moncton	3,42%	10,15 %	9,82 %
Nouveau-Brunswick	3,66 %	8,61 %	6,33 %
Canada	19,80 %	5,89 %	0,99 %

Source: Université de Moncton; Association of Atlantic Universities; Statistiques Canada

L'économie de Moncton s'est également transformée au cours des dernières années. D'une économie industrielle jusque dans les années quatre-vingt, la ville s'est tournée vers une économie du savoir, centrée autour des centres d'appels, qui embauchaient travailleurs en 2008, soit 15 % de la population totale de Moncton.

La province fait actuellement face à un déclin démographique – sa croissance fut de 0,1 % de 2001 à 2006 – et l'immigration est perçue comme une solution potentielle à ce problème. Le Nouveau-Brunswick vise une cible de 5 000 nouveaux immigrants par an d'ici 2015 (un total de 4 295 immigrants se sont établis au dans la province de 2001 à 2006) (Statistiques Canada, 2006b). De plus, la province se doit d'attirer des immigrants francophones et anglophones en vertu de son statut de province bilingue. Si une majorité des immigrants qui s'établissent dans la province adoptent l'anglais comme langue d'usage, l'Université de Moncton, en attirant des étudiants francophones, joue potentiellement un rôle dans l'attraction d'immigrants francophone dans la région de Moncton.

L'Université de Moncton, fondée en 1963, est la plus grande université francophone à l'extérieur du Québec. Elle comptait 4 108 étudiants en 2008, la majorité au premier cycle, dont 10 % étaient des étudiants internationaux. La proportion d'étudiants internationaux inscrits à l'Université de Moncton a doublé de 2002 à 2008, faisant d'elle l'université néo-brunswickoise avec le plus fort pourcentage d'étudiants internationaux (voir figure 1). Cette augmentation, qui contraste avec une moyenne provinciale stagnante, est due à deux principaux facteurs.



Premièrement, étant une université francophone, l'Université de Moncton attire une clientèle internationale différente de celle des universités anglophones de la province. Alors que ces dernières attirent principalement des étudiants internationaux de la Chine, des États-Unis, de l'Inde et du Pakistan, les étudiants internationaux inscrits à l'Université de Moncton viennent majoritairement des Antilles, du Maghreb et de l'Afrique sub-saharienne. Les tendances ne sont pas nécessairement les mêmes dans ces différentes régions du monde, ce qui peut en partie expliquer que l'Université de Moncton se démarque. Deuxièmement, l'Université de Moncton a été très proactive dans son recrutement international depuis 2002.

Une récente étude comparant les motivations derrière le choix d'université des étudiants internationaux à l'Université de Montréal et à l'Université Laval, à Québec, a mis en évidence l'importance de facteurs indépendants de l'université elle-même, notamment la taille de la ville et la langue (Racine, Villeneuve et Thériault, 2003). Alors que les étudiants qui choisirent d'aller à Montréal le firent en raison des réseaux sociaux et de la diversité ethno-culturelle qu'offre la ville, ceux qui choisirent d'aller à Québec insistèrent sur l'importance des ententes interuniversitaires et de la langue française. Nous le répétons : toutes les universités ne sont pas nécessairement internationales et celles qui ne le sont pas doivent malgré tout trouver des moyens d'attirer les étudiants internationaux.

ATTIRER DES ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX

En 2002, l'Université de Moncton a créé un poste à temps plein en charge du recrutement international. Comme c'est le cas ailleurs au pays, les étudiants internationaux paient des frais de scolarité plus élevés que les étudiants canadiens – 8 149 \$ par an comparé à 4 920 \$ pour les étudiants canadiens en 2008 – et sont donc une bonne source de revenu. Le recrutement, que ce soit à l'échelle locale ou à l'international, est une pratique courante, or l'Université de Moncton a innové embauchant des diplômés internationaux pour recruter dans leur pays d'origine. Ces « ambassadeurs », comme ils sont officiellement appelés, sont payés selon le nombre d'étudiants recrutés, avec la possibilité d'un bonus si un quota est atteint. Il s'agit d'une approche de proximité mise de l'avant par l'université. Les recruteurs garantissent un service personnalisé aux futurs étudiants, y compris à l'étranger.

Certains soutiennent qu'« avec la crainte que les inscriptions continuent de décliner, les universités doivent cerner les facteurs pris en compte par les étudiants et leurs parents lorsque vient le temps de choisir le pays où ils iront étudier, et ceci inclus le désir de sécurité » (Forbes-Mewett et Nyland, 2008, p. 188). Ceci s'applique à l'Université de Moncton : non seulement les recruteurs doivent-ils convaincre les étudiants d'aller étudier dans une petite université dans un coin relativement inconnu du Canada, ils doivent convaincre les parents que cet investissement sera rentable et que leur enfant sera en toute sécurité. Les trois principaux mis de l'avant par les recruteurs, selon les entretiens que nous avons effectués sont la petite taille de l'université, qui permet des rapports plus riches entre étudiants et professeurs, la culture bilingue de la ville qui permet aux étudiants d'apprendre l'anglais tout en étudiant en français, et le coût de la vie plus abordable à Moncton qu'à Montréal ou qu'aux États-Unis. En étant présente à l'international, l'université parvient donc à offrir ce sentiment de sécurité et à attirer des étudiants qui, sans les recruteurs, n'en auraient peut-être jamais entendu parlé.

À en juger par l'augmentation importante d'étudiants internationaux à l'Université de Moncton depuis 2002, il semble que la stratégie de recrutement a porté fruit. D'ailleurs, la très grande majorité des étudiants internationaux proviennent des 17 pays où des bureaux de recrutement ont été créés. Par contre, de plus amples recherches seraient nécessaires afin de mieux comprendre les techniques de recrutement et les conséquences de cette privatisation du recrutement. Néanmoins, la stratégie de l'Université de Moncton est un bon exemple du rôle croissant que jouent les universités dans le dossier de l'immigration, notamment par l'attraction active ou passive d'immigrants potentiels.

INTÉGRER LES ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX

Dans la mesure où l'éducation fait partie du secteur tertiaire de l'économie, les universités ont certaines obligations envers leurs « clients » et doivent offrir un service adéquat. Bien entendu, cela comprend une formation de qualité, mais également une gestion respectueuse de la diversité culturelle et ethnique

qu'elle recrute activement. Ceci est d'autant plus vrai que les étudiants internationaux payent souvent des frais de scolarité plus élevés, comme c'est le cas à Moncton. Non seulement la bonne gestion de la diversité est-elle un service que payent les étudiants internationaux, elle permet également aux universités de demeurer compétitives sur le marché mondial de l'éducation (Abu-Laban et Gabriel, 2002). Toutes les universités ne partagent toutefois pas la même diversité ; les services offerts à la population étudiante varient en fonction des besoins. Voici un bref aperçu des services qu'offre l'Université de Moncton à ses étudiants internationaux.

Encore une fois, l'Université de Moncton met de l'avant ses services personnalisés aux étudiants internationaux. Dès lors que l'étudiant choisi de s'inscrire, le recruteur prend en charge le dossier et gère la demande de visa. Une navette de l'université va chercher les étudiants à l'aéroport et dès leur arrivée, ils sont mis en contact avec l'Association des étudiants internationaux de l'Université de Moncton (AÉIUM), ainsi qu'avec l'association de leur pays respectif – il y en a neuf. Ces associations constituent des réseaux sociaux vitaux pour ces étudiants qui débarquent dans une ville comptant peu d'immigrants et disposant de ressources limitées en matière d'accueil et d'intégration, assurent la représentation politique des étudiants internationaux en tant que groupe sur le campus et offrent un soutien à l'arrivée en guidant les étudiants dans leurs diverses démarches : compte bancaire, logement, épicerie, visite de la ville, etc. Ces associations permettent également aux étudiants internationaux de faire connaître leurs cultures respectives grâce à diverses activités, dont la plus importante est la Soirée internationale, où ils mettent en scène danses, costumes et artisanat traditionnels, accompagné de nourriture. Cette activité a acquis une popularité qui excède les frontières du campus au cours des trente-trois dernières années, attirant environ un millier de personnes à chaque année.

L'université organise également des activités d'orientation obligatoire pour chaque étudiant international à son arrivée. Des étudiants de troisième et quatrième année assistent à ces sessions d'information et partagent leurs expériences, leurs font part des différences culturelles qu'il peut y avoir entre Moncton et leurs pays d'origine et leurs font part des divers services qui leur sont offerts sur le campus. Par exemple, une hotline est ouverte pendant les premières semaines de chaque semestre afin d'aider les étudiants internationaux avec quelque problème ou question qu'ils peuvent avoir. Il y a également une mosquée sur le campus, qui fut jusqu'en 2005 l'unique mosquée de la ville.

Comme nous l'avons mentionné, le profil des étudiants internationaux à l'Université de Moncton est distinct de celui de la majorité des universités du pays. La Chine et la Corée du Sud étaient les deux pays les plus représentés sur les campus canadiens entre 2000 et 2005 (ICMPD, 2006). Ces étudiants ne partageant pas la langue d'enseignement, on peut se douter que l'apprentissage de l'anglais est chez eux à la fois une motivation et un défi auquel ils ont à faire face non seulement dans leur intégration académique, mais également dans leur intégration sociale et économique. À l'Université de Moncton, toutefois, la vaste majorité des étudiants parlent le français avant leur arrivée, ce qui est un atout indéniable à leur intégration. Néanmoins, la connaissance de l'anglais est importante, pour ne pas dire une nécessité si l'on souhaite être compétitif sur le marché du travail local. C'est pourquoi l'Université de Moncton, université francophone, est en train de mettre sur pied des cours d'anglais pour les étudiants internationaux afin d'aider à leur intégration socio-économique à Moncton.

Enfin, les étudiants internationaux disposent d'une conseillère à l'emploi qui les aide à rédiger leur CV, leurs lettres de motivation et à se préparer pour les entretiens d'embauche. Elle aide également les employeurs qui le souhaitent à remplir les documents nécessaires à l'embauche d'un étudiant international. L'une des principales réformes amenée par CIC fut le Permis de travail hors-campus, qui permet aux étudiants internationaux de trouver un emploi à temps partiel à l'extérieur des limites du campus. Cette réforme leur permet de financer leurs études, d'acquérir des expériences de travail canadiennes et d'étendre leur réseau social. C'est à cette nouvelle réalité que cherche à répondre la conseillère à l'emploi en aidant à la fois les étudiants et les employeurs. À cela s'ajoute une nouvelle

initiative lancée en 2009 : une foire à l'emploi inversée où les diplômés internationaux invitent des entreprises de la région et leur offrent leurs services et leurs savoir-faire.

Ces divers services participent de la redéfinition du rôle de l'université auprès des étudiants internationaux et ultimement dans le dossier de l'immigration. En proposant des cours d'anglais et en aidant les diplômés à trouver un emploi, l'Université de Moncton déploie ses propres ressources pour intégrer les étudiants internationaux par-delà les limites du campus. Il n'est plus simplement question d'encaisser les frais de scolarité et de laisser les diplômés repartir dans leur pays d'origine. L'université doit désormais être en mesure d'aider les étudiants internationaux à s'établir au Canada.

LA VIE APRÈS LES ÉTUDES

L'évolution des politiques concernant les étudiants internationaux au cours des dix dernières années a principalement visé à faciliter leur intégration économique et sociale. Depuis la mise en place du Permis de travail hors-campus en 2004, le nombre d'étudiants internationaux travaillant à Moncton a cru de façon significative : près de la moitié des étudiants internationaux ont fait la demande pour le permis en 2008 et 96 % d'entre eux se sont trouvé un emploi – principalement dans les centres d'appel. Il n'existe toutefois pas de données permettant d'évaluer le taux de placement des diplômés internationaux à Moncton. D'ailleurs il s'agit là d'un dossier négligé par les acteurs associatifs et municipaux : aucun des deux centres d'accueil des immigrants de la ville ne reçoit de financement pour aider les diplômés internationaux à intégrer le marché du travail et la ville n'a aucun plan en place pour retenir les diplômés internationaux de son unique université outre quelques campagnes de sensibilisation dans le journal local. Les efforts de la ville en matière d'immigration semblent être plutôt tournés vers le recrutement d'immigrants économiques dans le cadre du PCP plutôt que dans la rétention de la population étudiante relativement importante. Si l'université joue un rôle dans la diversité culturelle et ethnique de Moncton, c'est sans réelle concertation entre les acteurs municipaux, communautaires et universitaires.

Une étude récente suggère que près du tiers de tous les étudiants internationaux au Canada ont l'intention de demander la résidence permanente suite à l'obtention de leur diplôme (CBIE, 2007). Il existe une variété de raisons qui poussent un étudiant à aller étudier au Canada et à ensuite demander la citoyenneté ou non. Or notre question initiale était : les universités jouent-elles un rôle dans la régionalisation de l'immigration ? Si elles attirent effectivement des étudiants internationaux, contribuent-elles à leur rétention ?

Nous avons vu que le pourcentage d'étudiants internationaux à l'Université de Moncton est trois fois supérieur au pourcentage d'immigrants à Moncton, et ce en grande partie grâce à ses efforts en matière de recrutement. Étant donné la gamme de services offerts par l'université visant l'intégration des étudiants sur le campus et sur le marché du travail, on pourrait s'attendre, comme le dit un employé de la ville, à ce que « l'Université de Moncton soit l'une des principales sources d'immigrants » de Moncton. Or comme on peut le voir au tableau 2, aucun des six pays les plus représentés à l'université ne correspondent à ceux les plus représentés à Moncton. Cet aperçu de la situation en 2008 ne prend pas nécessairement en compte les tendances passées, actuelles ou à venir, mais il indique toutefois que la proportion d'immigrants francophones est nettement inférieure aux objectifs annoncés par la ville et par la province, et ce, malgré la présence de l'Université de Moncton. Néanmoins, le maire de la ville reconnaît officiellement la présence des étudiants internationaux et dans un document fourni par l'université leur adresse le message suivant : « vous, étudiants en provenance des quatre coins du monde, contribuez à faire de notre ville un endroit plus animé, diversifié et culturellement plus riche. J'espère sincèrement que vous vous sentirez chez vous ici et que vous considérerez vous y établir en permanence ».

Tableau 2. Pays d'origine des immigrants et des étudiants internationaux à Moncton

<i>Pays d'origine des étudiants internationaux (2008)</i>		<i>Pays d'origine des immigrants(2008)</i>	
Haiti	16,0%	Corée du Sud	19,1%
Maroc	11,5%	Chine	7,3%
Tunisie	11,5%	États-Unis	5,7%
Guinée	10,3%	R.-U.	5,7%
Mali	8,4%	Sénégal	4,6%
France	7,4%	Congo	2,7%

Source: Université de Moncton; Statistiques Canada

Il ne fait pas de doute que l'Université de Moncton connaît plus de succès dans l'attraction d'étudiants internationaux que la ville de Moncton dans la rétention des diplômés internationaux. Il apparaît d'ailleurs que le phénomène de migration étudiante est distinct du phénomène d'immigration dans la ville. La majorité des étudiants internationaux ne semblent pas faire le saut vers le marché du travail de la région après l'obtention de leur diplôme, préférant retourner dans leur pays d'origine ou encore s'installer ailleurs au Canada. La figure 3 démontre non seulement la sous-représentation d'immigrants de langue française, mais également que les tendances sur le campus et dans la ville sont tout à fait distinctes. En ce sens, la communauté immigrante locale ne contribue pas à l'attraction d'étudiants internationaux et inversement, ces derniers ne s'ajoutent pas à la population immigrante de la ville. C'est précisément pour cette raison que l'Université de Moncton s'est tournée vers le recrutement, la ville ne suffisant pas à elle-même à attirer les étudiants internationaux. Ce que Margaret Walton-Roberts observe à Waterloo, en Ontario, ne s'applique donc pas à Moncton :

Puisque les étudiants internationaux et les étudiants des grandes villes déménagent dans la région à des fins d'études, l'université peut devenir un noyau pour la présence de minorités ethniques dans cette de second pallier qui autrement n'aurait pas connu un si grand nombre d'immigrants (Walton-Roberts, 2008, p. 16)

Au moins quatre facteurs peuvent permettre d'expliquer pourquoi Moncton n'arrive pas à retenir ses diplômés internationaux :

Premièrement, les réseaux sociaux et la vie urbaine sont des facteurs importants dans l'attraction d'étudiants internationaux dans les grands centres, tandis que les petites villes comptent plutôt sur les ententes interuniversitaires et le recrutement afin de compenser leur faible attraction naturelle (Racine, Villeneuve et Thériault, 2003). À Moncton les centres d'accueil d'immigrants et les étudiants internationaux n'ont que très peu de contacts, faisant ainsi des réseaux étudiants les principales ressources dont disposent les diplômés internationaux. Un représentant de l'agence de développement économique du Grand Moncton nous a fait part d'une récente étude qui démontre que 70 % des entreprises de la région embauchent à l'intérieur de réseaux sociaux, ce qui désavantage clairement les étudiants internationaux qui se retrouvent relativement démunis à l'extérieur du campus.

Deuxièmement, les opportunités professionnelles dans des villes de troisième pallier sont relativement limitées et dans le cas de Moncton nécessitent souvent la connaissance de l'anglais. Les centres d'appel, la principale industrie, embauchent des étudiants internationaux, or comme Chedly Belkhodja l'a montré dans son film *Au bout du fil* (2006), ces emplois sont souvent la seule solution qui se présente à eux. La majorité des immigrants récents se sont installés à Moncton dans le cadre de la catégorie affaires du PCP suite à des missions de recrutement menées par la ville et le district scolaire de la région. La ville semble

donc rechercher des investisseurs avant tout. D'ailleurs, dans un rapport datant de 2008, le Secrétariat à la croissance démographique du Nouveau-Brunswick propose comme unique mesure de rétention des diplômés internationaux un programme d'aide à la création d'entreprises.

Troisièmement, la communauté acadienne s'attend à ce que les étudiants internationaux de l'Université de Moncton, majoritairement francophones, joignent ses rangs et participent à sa construction et à ses luttes. Cette problématique d'une minorité au sein d'une minorité mérite d'être explorée plus en profondeur. Il faut également noter que le discours officiel en Acadie tourne souvent autour de questions d'ordre identitaire et fut plutôt lent à reconnaître aux immigrants la possibilité de devenir des Acadiens (Gallant). L'immigration en milieux minoritaires donne lieu à des interrogations identitaires propres, à la fois pour la communauté immigrante et la communauté accueillante, qui risquent d'affecter le processus d'intégration.

Quatrièmement, pour les trois raisons susmentionnées, les politiques jouent un énorme rôle dans un milieu où l'attraction naturelle des immigrants est faible. Tout comme le Canada cherche à accroître sa compétitivité et celle de ses universités sur la scène internationale en créant une plus forte convergence entre le statut d'étudiant international et celui de résident permanent, les provinces et les villes canadiennes essaient d'attirer leur part de cette ressource humaine, culturelle et économique que sont les étudiants internationaux et les immigrants. Or toutes les provinces et les villes ne sont pas sur un pied d'égalité sur les plans économique et culturel. Certaines régions telles que le Québec offrent des avantages indéniables, notamment aux immigrants francophones, notamment grâce au rôle que peut y jouer la province dans le dossier de l'immigration. Le Nouveau-Brunswick cherche à être plus compétitif avec son PCP, mais les nouvelles politiques implantées par CIC ont largement annulé tout avantage que pouvait offrir province. Sans entrer dans les détails, citons l'exemple du Québec qui, grâce à sa métropole qu'est Montréal, est un pôle naturel d'attraction d'étudiants internationaux et d'immigrants, dont les diplômés de l'Université de Moncton. En vertu d'une entente avec le gouvernement fédéral, les diplômés de langue française de par le pays peuvent faire une demande de résidence permanente au Québec sans posséder préalablement d'expérience de travail, alors que pour être éligible au PNP du Nouveau-Brunswick, il doivent travailler pendant un an dans un domaine relié à leurs études. Il n'y a pas de réels incitatifs pour encourager les diplômés internationaux néo-brunswickois à rester dans la province.

L'Université de Moncton participe à la diversité ethnique et culturelle de la région en attirant près de 200 nouveaux étudiants internationaux à chaque année, mais son impact sur l'immigration est minime. Il semble que la majorité des étudiants internationaux considèrent Moncton comme une étape dans un trajet plus que comme une destination, ce qui d'ailleurs fut historiquement le cas autant pour la ville que pour la province au cours des derniers siècles (Conrad et Steel, 2005). Cette phrase d'un étudiant international que nous avons interrogé à Moncton résume somme toute assez bien l'esprit de plusieurs de ses collègues : « Je suis venu au Canada pour avoir une meilleure éducation et un diplôme plus prestigieux que dans mon pays et si je quitte Moncton après mes études, ce sera pour la même raison : trouver quelque chose de meilleur ». Il reste à déterminer si tel est le cas dans les autres villes auxquelles nous nous intéressons. L'impact de l'université dans le dossier de l'immigration semble dépendre, d'une part, de la capacité des acteurs municipaux, provinciaux, privés et associatifs à reconnaître la richesse que peut amener les étudiants internationaux à la ville et de répondre aux besoins spécifiques qui sont les leurs, notamment en matière d'emploi, et d'autre part, au possibilité professionnelles qu'offre la région. La capacité de la ville à retenir ses diplômés en général, et internationaux en particulier, dépend directement de sa compétitivité économique. Faute de réelles opportunités professionnelles, l'Université de Moncton est vouée à demeurer une plaque tournante, une porte vers le reste du pays.

BIBLIOGRAPHY

- Abu-Laban, Y., & Gabriel, C., (2002). *Selling Diversity. Immigration, Multiculturalism, Employment Equity, and Globalization*, Peterborough, Ontario: Broadview Press.
- Altbach, P., & Knight, J., (2007). The Internationalization of Higher Education: Motivations and Realities. *Journal of Studies in International Education*, 11(3-4), 290-305.
- Association of Universities and Colleges of Canada, (2007). *Trends in Higher Education. Volume 1: Enrollment*, Ottawa, Ontario: Association of Universities and Colleges of Canada.
- Belkhdja, C. (2009). Toward a More Welcoming Community? Observations on the Greater Moncton Area. *Plan Canada* (Special Edition), Canadian Institute of Planners, 96-98.
- Bolsmann, C., Miller, H., (2008). International student recruitment to universities in England: discourse, rationales and globalisation. *Globalisation, Societies and Education*, 6(1), 75-88.
- Canadian Bureau for International Education, (2007). *Northern Lights: International Graduates of Canadian Institutions and the National Workforce*. Ottawa: Bond, S.
- Castles, S., (2007). Twenty-First-Century Migration as a Challenge to Sociology. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 33(3), 351-371.
- Citizenship and Immigration Canada, (2008). Retrieved March 9th, 2009 at <http://www.cic.gc.ca/ENGLISH/department/media/releases/2008/2008-04-21.asp>
- Citizenship and Immigration Canada, (2004a). Retrieved March 9th, 2009 at <http://www.cic.gc.ca/english/department/laws-policy/agreements/nb/can-nb-mou-2004.asp>
- Citizenship and Immigration Canada, (2004b). Retrieved March 9th, 2009 at <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/publications/immigration2004.asp#s2300>
- Forbes-Mewett, H., & Nylan, C., (2008). Cultural Diversity, Relocation, and the Security of International Students at an Internationalised University. *Journal of Studies in International Education*, 12(2), 181-203.
- International Center for Migration Policy Development, (2006). *Comparative Study on Policies towards Foreign Graduate. Study on Admission and Retention Policies towards Foreign Students in Industrialised Countries*. Vienna: International Center for Migration Policy Development, Suter, B. and Jandl, M.
- Organisation for Economic Co-Operation and Development, (2007). *International migration to OECD countries continues to grow in response to labour needs*, retrieved April 2nd, 2009 at www.oecd.org/document/8/0,3343,fr_2649_201185_38840968_1_1_1_1,00.html
- Racine, N., Villeneuve, P. & Thériault, M., (2003). Attracting Foreign Students: The Case of Two Universities in Québec. *Journal of Studies in International Education*, 7(3), 241-252.
- Scott, P. (1998). Massification, internationalization and globalization. In P. Scott (Ed.) *The Globalization of higher education*. Buckingham: Open University Press.
- Statistics Canada, (2006a). Retrieved on April 16th, 2009 at <http://www12.statcan.ca/english/census06/data/popdwel/Table.cfm?T=201&S=3&O=D&RPP=150>
- Statistics Canada, (2006b). Retrieved on April 18th, 2009 at <http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/prof/92-591/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=PR&Code1=13&Geo2=PR&Code2=01&Data=Count&SearchText=Nouveau-Brunswick&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=Immigration%20and%20citizenship&Custom>
- Suter, B., & Jandl, M. (2008). Train and Retain: National and Regional Policies to Promote the Settlement of Foreign Graduates in Knowledge Economies. *Journal of International Migrations and Immigration*, 9(4), 401-418.
- Van der Wende, M., (2007). Internationalization of Higher Education in the OECD Countries : Challenges and Opportunities for the Coming Decade. *Journal of Studies in International Education*, 11(3-4), 274-289.
- Vertovec, S., (2007). Circular Migration : the way forward in global policy?. *Working Papers*, 4, *International Migration Institute*. (www.imi.ox.ac.uk/pdfs/wp4-circular-migration-policy.pdf)

- Vinokur, A., (2006). Brain migration revisited. *Globalisation, Societies and Education*, 4(1), 7-24.
- Walton-Roberts, M, (2008). Immigration, the University and the Tolerant Second Tier City. *CERIS Working Papers*. 69.
- Ziguras, Ch., & Law, S.-F., (2006). Recruiting international students as skilled migrants: the global “skills race” as viewed from Australia and Malaysia. *Globalisation, Societies and Education*, 4(1), 59-76.

Mathieu Wade
Université de Moncton

Chedly Belkhodja
Département de science politique
Université de Moncton